

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

↘ production agricole : - 2,5 %

↘ IPAMPA* : - 1,4 %

↗ production agroalimentaire : - 1,8 %

↗ consommation alimentaire : + 0,5 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole
(3^{ème} trim. 2023)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

↗ solde commercial français : 1 789 M€

↘ solde commercial Hauts-de-France : - 250 M€
(3^{ème} trim. 2020)

↘ Cours du baril de pétrole Brent : 79,28 \$
- 11 % sur un trimestre (24/01/2024)

↗ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,089 \$
+ 3 % sur un trimestre (24/01/2024)

↘ Croissance du PIB : - 0,1 %

↗ Déficit budgétaire : - 4,8 % du PIB
(22/01/2024)

↗ Dette publique : 111,7 % du PIB
(3^e trim. 2023)



ENQUÊTE D'OPINION ANNUELLE : davantage d'incertitudes et d'inquiétudes pour les agriculteurs des Hauts-de-France

Réalisée chaque année auprès des agriculteurs des Hauts-de-France, l'enquête de conjoncture annuelle met en avant un recul des résultats pour les agriculteurs des Hauts-de-France et des inquiétudes de plus en plus marquées concernant le futur.

Bilan 2023 : une situation économique qui se dégrade pour la majorité des agriculteurs interrogés.

En 2023, 53 % des agriculteurs de la région estiment que leur situation économique s'est dégradée par rapport à l'année précédente.

Malgré cela, 65 % d'entre eux jugent leur situation économique bonne ou plutôt bonne. A titre de comparaison, cette part était de 78 % en 2022.

Les ressentis varient en fonction des filières. En effet, les opinions se dégradent pour les productions de céréales et d'oléagineux en lien avec la baisse des prix constatée sur les marchés. Au contraire, dans un contexte de demande

dynamique, 76 % des producteurs de pommes de terre estiment la situation économique satisfaisante pour cette production, L'amélioration des prix pour les productions animales et les betteraves permet également aux producteurs d'être plus optimistes quant à leur situation économique actuelle.

Perspectives 2024 : 1/3 des agriculteurs se déclare pessimiste pour l'année à venir.

Les agriculteurs se déclarent plus pessimistes vis-à-vis du futur que lors des précédentes enquêtes (34 % des agriculteurs interrogés contre 20 % en 2022)

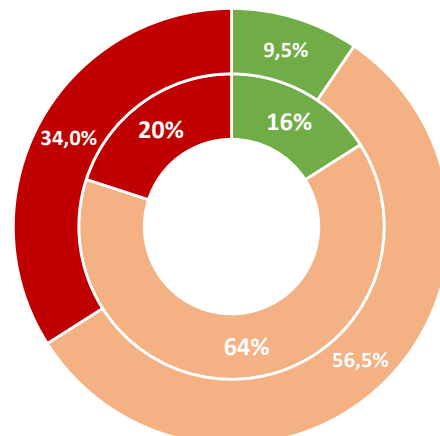
Selon eux, les éléments qui auront le plus d'impact sur leur activité dans l'avenir sont :

- Les prix agricoles, avec des craintes d'effets ciseaux face à des charges qui augmentent davantage que leurs prix de vente
- L'évolution des marchés mondiaux
- L'évolution des politiques agricoles, avec un manque de visibilité et de lisibilité ainsi que des contraintes pesantes
- Les accords commerciaux et la mondialisation

Quel est votre ressenti vis-à-vis de l'année à venir ?

Cercle extérieur : résultats de l'enquête 2023

Cercle intérieur : résultat de l'enquête 2022



■ Optimiste ■ Incertain ■ Pessimistes

COMPTES PRÉVISIONNELS DE L'AGRICULTURE : une baisse des résultats nationaux en 2023

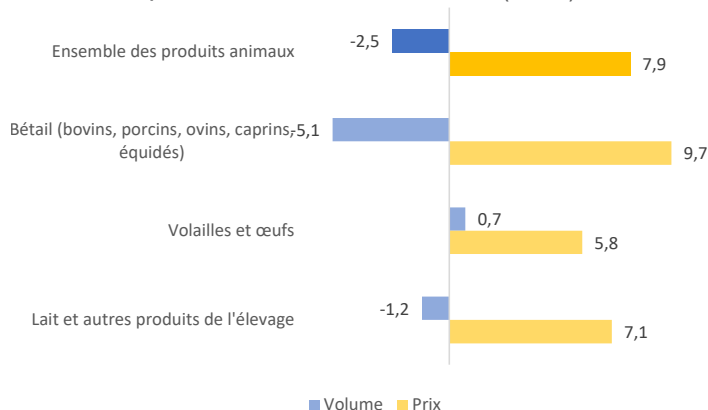
En 2023, les résultats de la ferme France sont en baisse par rapport à l'année précédente sous l'effet d'un repli des prix agricoles. En parallèle, la hausse des charges des exploitations agricoles se poursuit.

La valeur des productions végétales recule de 4.6 % en 2023

Après deux années de forte hausse, les prix agricoles se replient pour les productions végétales (- 10.1 %), en particulier pour les oléagineux et les céréales dans un contexte d'offre mondiale abondante et de prix compétitif des blés russes. En revanche, les prix de la betterave, dont les Hauts-de-France assurent la moitié de la production nationale, sont portés par des cours du sucre au plus haut face à un bilan mondial sucrier tendu. Dans l'ensemble, les prix agricoles restent à un niveau relativement élevé.

Les conditions climatiques plus favorables permettent une augmentation des volumes produits (+ 6.1 %). Le rebond est notable pour les productions fourragères qui avaient été très impactées par les épisodes de sécheresse en 2022. La production de pommes de terre augmente également (+ 12.8 %) en lien avec une amélioration des rendements et une hausse des surfaces cultivées. La hausse des récoltes céréalières s'observe surtout dans les régions du sud et résulte d'un rattrapage après les aléas climatiques de 2022. En revanche, pour les Hauts-de-France dont la récolte s'était maintenue en 2022, les volumes de céréales sont plutôt orientés à la baisse (- 6 % pour la récolte de blé tendre dans le versant nord de la région) avec des pertes de récolte sur la zone côtière, liées à la pluviométrie estivale.

Evolution des volumes et prix des productions animales en 2023 (en %)



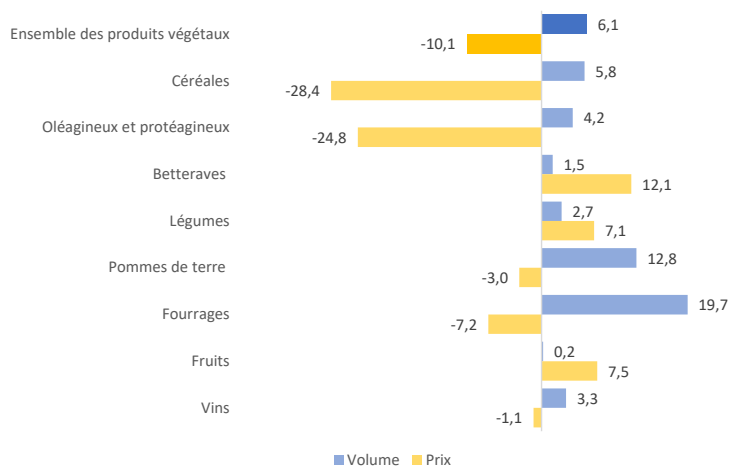
Source : Agreste, comptes prévisionnels de l'agriculture

Une hausse de 2.5 % de la valeur des consommations intermédiaires

Pour les consommations intermédiaires, la baisse des volumes (- 0.9 %) ne compense pas une nouvelle hausse des prix (+ 3.5 % après + 22 % en 2022). Si les prix des aliments pour animaux, premier poste de dépense, restent stables (+ 1,5 %), la hausse est principalement portée par les engrais, les produits phytosanitaires et les coûts de l'électricité.

Sous les effets de la baisse de la valeur de la production agricole et d'une hausse des charges supportées par les exploitations, **la valeur ajoutée brute de la branche agricole française recule de 5.3 % en 2023.**

Evolution des volumes et prix des productions végétales en 2023 en France (en %)

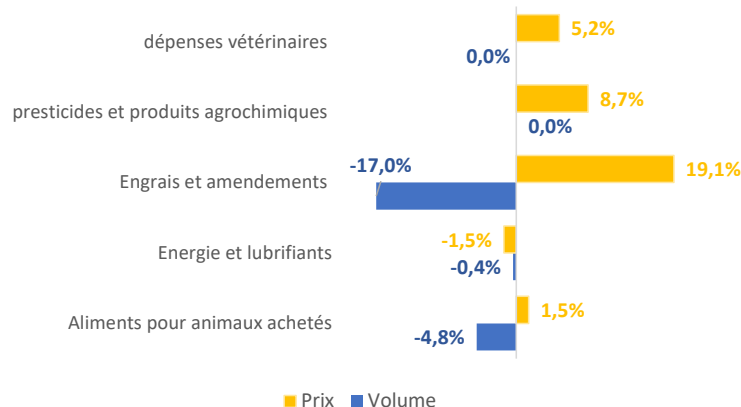


Source : Agreste, comptes prévisionnels de l'agriculture

La valeur des productions animales augmente de 5.2 %

Le recul des volumes se poursuit pour les productions animales (- 2.5 %) en lien avec la baisse structurelle des cheptels porcins et bovins au cours des dernières années. De plus, l'influenza aviaire, toujours présente en début année, explique la hausse modérée des volumes de volailles. Face à cette moindre disponibilité, les prix augmentent de près de 8 % en moyenne annuelle même s'ils commencent à fléchir en fin d'année avec une demande en viande impactée par les arbitrages des ménages face à l'inflation.

Evolution des consommations intermédiaires en 2023 en France



Source : Agreste, comptes prévisionnels de l'agriculture

POMMES DE TERRE : une demande croissante pour l'industrie de la transformation européenne

Face à une hausse de la demande de l'industrie européenne de la pomme de terre, 3 nouvelles usines sont attendues dans les Hauts-de-France et devraient permettre d'augmenter considérablement les capacités de transformation régionales et nationales.

Une demande dynamique

L'approvisionnement des nouvelles unités de transformation en Hauts-de-France est estimé à plus de **1 million de tonnes de pommes de terre**. Ces tonnages équivalent à **¼ de la récolte actuelle des Hauts-de-France** et représentent la production d'environ **25 000 hectares** de pommes de terre. Les volumes supplémentaires transformés pourraient permettre de **réduire le déséquilibre transformation/consommation** qui se traduit par un **déficit commercial français de 340 M€ pour les produits transformés à base de pommes de terre** alors que le pays enregistre un **excédent de près de 550 M€ pour les pommes de terre en frais**.

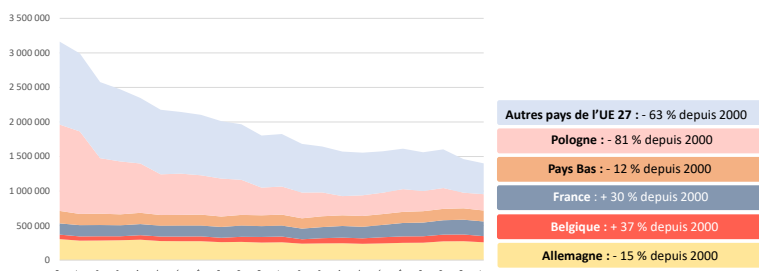
Dans le même temps, la **demande en pommes de terre est aussi en hausse chez les principaux clients de la France**, en particulier en Belgique et aux Pays-Bas. La filière pommes de terre française se distingue en effet par le dynamisme de ses exportations. Ainsi, plus de 2,4 millions de tonnes de pommes de terre fraîches sont exportées chaque année, soit environ 40 % de la production nationale. Si les exportations à destination de l'Espagne, l'Italie et le Portugal sont majoritairement destinées au marché du frais, les exportations vers la Belgique et les Pays-Bas approvisionnent plutôt les usines de transformation.

Quelle production européenne face à ces besoins croissants ?

La production européenne est concentrée autour de 5 grands pays représentant 75 % de la production totale de l'Union Européenne (Allemagne, France, Pays-Bas, Pologne et Belgique).

Les surfaces européennes sont globalement en recul depuis les années 2000, en particulier pour la Pologne. La Belgique et la France font exception avec des surfaces qui progressent sur cette période. La part des deux pays dans le total des surfaces de pommes de terre européennes est en effet passée de 7 % en 2000 à 22 % en 2021.

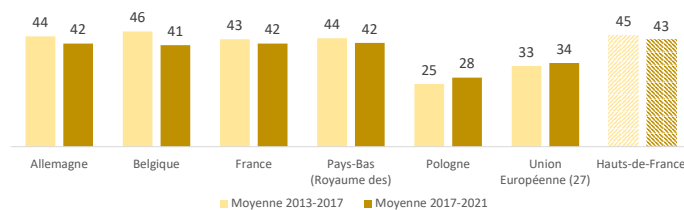
Evolution des surfaces de pommes de terre de l'Union européenne (en ha)



Source : FAO, Eurostat, traitement CRA Hdf

Par ailleurs les rendements des dernières années sont orientés à la baisse pour les principaux pays producteurs d'Europe de l'Ouest. A l'inverse, la Pologne voit ses rendements progresser et dispose encore d'une marge de progrès, notamment via le développement de l'irrigation et la professionnalisation de la production qui permettrait de gagner en compétitivité sur les marchés à l'export.

Evolution des rendements par pays (en t/ha)



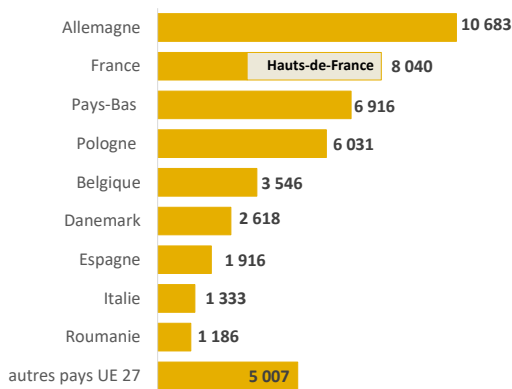
Source : FAO, Agreste SAA, traitement CRA Hdf

La France compte pour 18 % de la récolte européenne

La France se classe au **2^{ème} rang des pays producteurs européens** et les Hauts-de-France comptent pour près de 60 % de la production nationale. Outre la production de pommes de terre fraîches, la filière française occupe une place de choix dans la production de plants de pommes de terre (2^{ème} exportateur mondial derrière les Pays-Bas) et de pommes de terre féculé. Cette dernière semble cependant pâtir d'une baisse d'attractivité face à d'autres cultures. Les surfaces françaises de pommes de terre féculé, situées à 70 % dans les Hauts-de-France, sont ainsi passées de 24 000 à 21 000 ha entre 2021 et 2022.

Ce désengagement des producteurs pose question pour l'approvisionnement de la dernière féculerie française de Vecquemont (Somme) alors que la féculé est un ingrédient nécessaire dans de nombreux domaines industriels (industries agroalimentaires, papeterie/cartonnerie ou chimie et parfumerie).

Production de pommes de terre en Union européenne en 2022



Source : Eurostat, Agreste SAA, traitement CRA Hdf

Économie

Selon l'Ursaff, l'emploi salarié stagne dans les Hauts-de-France au 3^{ème} trimestre 2023.

Ces résultats confirment le ralentissement amorcé depuis 2021. Il est à noter que le travail intérimaire continue de baisser (- 2.6 % sur le trimestre)

Les prix alimentaires mondiaux sont en baisse de 13.7 % en 2023 selon la FAO. La baisse est la plus forte pour les céréales, mais surtout les huiles végétales (- 32.7 %).

Emploi

Le taux de chômage dans les Hauts-de-France atteint 9.2 % au 3^{ème} trimestre 2023, selon les données de l'INSEE, soit une hausse de 0.5 % par rapport à l'année précédente. Un niveau au-dessus de la moyenne nationale qui s'établit à 7.4 %. Si les emplois sont en hausse dans l'industrie et la construction, ils reculent dans le secteur tertiaire.

Selon les données de la MSA, les installations d'exploitants agricoles sont en hausse en 2022 de 1.6 % à l'échelle nationale pour atteindre 14 132 installations. Les Hauts-de-France se distinguent avec des installations en hausse de 8.1 %.

Transport et infrastructures

Afin de remettre en état le réseau routier à la suite des inondations, le département de Pas-de-Calais provisionne 50 M€ en plus du budget annuel habituellement destiné aux routes (80 M€). Le département du Nord va solliciter une dotation exceptionnelle de l'Etat.

Filières

Les ventes de champagne reculent de 8,2 % en 2023 pour retrouver leurs niveaux d'avant-Covid après 3 années de fortes hausses. Le marché français est davantage touché par cette baisse des ventes dans un contexte inflationniste. A l'inverse, la part des marchés à l'export continue d'augmenter (57 % des ventes en 2023)

Fin 2023, les cours du chou fleur sont 246 % supérieurs à ceux de la campagne précédente selon l'Agreste. Cette hausse des prix s'explique par un recul de 13 % de la récolte nationale du fait de mauvaises conditions climatiques (météo humides et tempêtes) notamment les inondations qui touchent le marais de St Omer.

Interbev lance une nouvelle campagne afin de dynamiser la production et la consommation de veaux. Les volumes produits en France sont en effet en baisse de près de 7 % en 2023 (comptes prévisionnels de l'agriculture). En parallèle, la consommation aurait reculé de 5 % sur la même période.

Les prix du maïs continuent de reculer alors que les prévisions de récoltes mondiales sont revues à la hausse, notamment aux Etats-Unis, et que la demande est en retrait.

Selon l'Apéf, la production d'endives devrait de nouveau reculer pour la campagne 2023-2024, pour atteindre environ 115 000 tonnes contre 128 000 tonnes en 2022-2023. Cette nouvelle baisse s'explique notamment par des conditions d'arrachage humides et la hausse des charges, notamment d'électricité.

L'offre en plants de pommes de terre certifiés sera en baisse pour la campagne 2023-2024 selon le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre de consommation. Lors de l'assemblée générale, le président du CNIPT a aussi évoqué la perte d'une partie de la récolte annuelle suite aux inondations dans le nord de la France.

Consommation

La baisse de la consommation alimentaire des ménages, amorcée après le covid, se poursuit en 2023. Elle recule en effet de 4.3 % entre novembre 2022 et novembre 2023 (INSEE). Les arbitrages des ménages se font notamment au détriment des produits issus de l'agriculture biologique.

Agroalimentaire

L'usine Buitoni de Caudry (59) sera reprise par le groupe italien Itaipizza. Le projet pourrait représenter 140 emplois d'ici 4 ans.

En 2024, l'entreprise Ynsect commencera à commercialiser son engrais à base d'insectes produit sur son site de Poulainville près d'Amiens. Le site devrait approvisionner la France ainsi que de nombreux pays européens.

Nord Céréales annonce une hausse de 35 % de son chiffre d'affaires pour l'année 2022-2023. Au total, 2.2 millions de tonnes de céréales ont été exportées cette année par le silo portuaire de Dunkerque.

OZERS, basée à Lille, souhaite lever 1.3 M€ pour développer sa gamme de produits de nutrition sportive à base de protéines végétales.

L'entreprise Sauces et créations basée à Raillencourt-Sainte-Olle (59) souhaite construire une nouvelle usine à Iwuy (59). L'investissement de 25 M€ commencera avec une quarantaine de salariés.

